

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAVOX

ZI de Grandéols
Rue Gustave Eiffel
36130 Déols

Références : -

Code AIOT : 0010008829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement LAVOX implanté ZI de Grandéols Rue Gustave Eiffel 36130 Déols. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVOX
- ZI de Grandéols Rue Gustave Eiffel 36130 Déols
- Code AIOT : 0010008829
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement LAVOX à Déols est une blanchisserie industrielle avec 130 salariés environ
Le domaines d'activités sont liés au nettoyage dans le milieu de l'hôtellerie, la santé et l'industrie et agroalimentaire.

La société LAVOX est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2009-0348 du 27 janvier 2009 et de l'APC du 17 mai 2018.

La situation administrative des activités exercées est la suivante:

- 2340-1 Blanchisserie, laveries de linge dont la capacité de lavahe est supérieure à 5t/j - régime de l'enregistrement (anciennement sous le régime de l'autorisation)
- 2345-2 : Utilisation de solvants dont la capacité nominale totale des machines est supérieures à 0.5 kg et inférieur ou égale à 50 kg - régime de Déclaration avec contrôle
- 2910- A2: Combustion supérieure supérieure ou égale à 1 MW et inférieur à 20 MW - régime de Déclaration avec contrôle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1	Demande d'action corrective	60 jours
4	Auto surveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 17/05/2018, article 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.2.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1	Sans objet
3	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	liquides		
5	valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.9.1	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements				
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : Aquifère des calcaires de Levroux et de Montierchaume (OXFORDIEN supérieur) Prélèvement maximal annuel (m3) : 40000 Débit maximal Horaire (m3) : 25 Débit maximal Journalier (m3) : 160 - porté à 200 m3/j par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2018.				
Constats : Les valeurs reprises sur GEREP sont les suivantes:				
	Référence de l'AP	2022	2023	2024
Prélèvement maximum autorisé	40 000	36816	41860	41913
débit maximum journalier (m3/j)	200	140.51	159.77	159,97

journalier (m3/j)				
débit maximum horaire	25	5.85	6.66	6.66

Constat: L'exploitant dépasse les valeurs de prélèvements en eaux autorisés pour les années 2023 et 2024

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'engage, en période de fonctionnement normal, à respecter une consommation maximale de 12 litres d'eau par kilogramme de linge lavé en moyenne maximale hebdomadaire et de 8 litres d'eau par kilogramme de linge lavé en moyenne maximale annuelle. Un suivi hebdomadaire de ce ratio est consigné sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a mis à disposition de l'inspection ses tableaux de suivi hebdomadaire du ratio d'eau par kg de linge lavé

Désignation	2024	2023	2022
Consommation moyenne maximale annuelle en eau par kg de linge suivant	8 l/kg	8 l/kg	8 l/kg

arrêté préfectoral			
Consommation moyenne annuelle en eau /kg de linge	6.16	6.41	6.42

L'exploitant respecte le ratio d'eau par kg de linge lavé mentionné dans l'arrêté préfectoral

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable , et datés.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de réseau à jour (date de mise à jour renseignée sur le document)

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2018, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Prescription contrôlée :

tableau des fréquences d'autosurveillance des eaux résiduaires

Paramètres	Fréquence
PH	Continue

débit	Continue
température	Continue
MES	Semestrielle
DBO5	Semestrielle
DCO	Semestrielle
Azote global	Semestrielle
Phosphore total	Semestrielle
Indice phénols	Trimestrielle
Cyanures	Trimestrielle
Chromes hexavalent	Trimestrielle
Chrome total	Trimestrielle
Plomb	Trimestrielle
Cuivre	Trimestrielle
Nickel	Trimestrielle

Zinc	Trimestrielle
Mercure	Trimestrielle
Cadmium	Trimestrielle
Manganèse	Trimestrielle
Etain	Trimestrielle
Fer + aluminium	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle
Chloroforme	Trimestrielle
Composés organiques halogénés	Trimestrielle

Constats :

L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport de mesures de ses rejets (rapport SGS du 23/10/2024 sur prélèvement du 23 et 24 septembre 2024))

Paramètres	Fréquence	Date du dernier prélèvement
PH	Continue	22/04/2025

Débit	Continue	22/04/2025
Température	Continue	22/04/2025
MES	Semestrielle	23/09/2024
DBO5	Semestrielle	23/09/2024
DCO	Semestrielle	23/09/2024
Azote global	Semestrielle	23/09/2024
Phosphore total	Semestrielle	23/09/2024
Indice phénols	Trimestrielle	23/09/2024
Cyanures	Trimestrielle	23/09/2024
Chromes hexavalent	Trimestrielle	23/09/2024
Chrome total	Trimestrielle	23/09/2024
Plomb	Trimestrielle	23/09/2024
Cuivre	Trimestrielle	23/09/2024
Nickel	Trimestrielle	23/09/2024
Zinc	Trimestrielle	23/09/2024

Mercure	Trimestrielle	23/09/2024
Cadmium	Trimestrielle	23/09/2024
Manganèse	Trimestrielle	23/09/2024
Etain	Trimestrielle	23/09/2024
Fer + aluminium	Trimestrielle	23/09/2024
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle	23/09/2024
Chloroforme	Trimestrielle	23/09/2024
Composés organiques halogénés	Trimestrielle	23/09/2024

L'exploitant vérifie ses les paramètres de ses rejets pour le débit, PH et température en continu.

Pour l'ensemble des autres paramètres spécifiés dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant ne respect pas sa fréquence d'analyse

Constat: L'exploitant ne respecte pas la fréquence d'analyse de ses rejets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration

collective

Prescription contrôlée :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	600	96
DBO5	800	128
DCO	2000	320
Azote global	150	24
Phosphore total	50	8
Indice phénols	0.3	0.048
Cyanures	0.1	0.016
Chromes hexavalent	0.1	0.016
Chrome total	0.5	0.08
Plomb	0.5	0.08
Cuivre	0.5	0.08
Nickel	0.5	0.08
Zinc	2	0.32

Mercure	0.05	8.10-3
Cadmium	0.2	0.032
Manganèse	1	0.16
Etain	2	0.32
Fer + aluminium	5	0.8
Hydrocarbures totaux	10	1.6
Chloroforme	1	0.16
Composés organiques halogénés	1	0.16

Constats :

L'exploitant n'ayant pas respecté la périodicité de l'analyse de ses rejet (Pdc précédent), l'inspection se réfère au dernier relevé en sa possession du 23 et 24 septembre 2024

Paramètres	Concentration maximale (mg/l) suivant AP	Concentration maximale (mg/l) mesurée	Flux maximal journalier (kg/j) suivant AP	Flux maximal journalier (kg/j) mesurée
MES	600	71	96	11.36
DBO5	800	21	128	3.36
DCO	2000	195	320	31.2

Azote global	150	9.4	24	1.5
Phosphore total	50	2.23	8	0.36
Indice phénols	0.3	<0.01	0.048	<0.0016
Cyanures	0.1	0.008	0.016	0.0013
C h r o m e s h e x a v a l e n t	0.1	<0.005	0.016	<0.00080
Chrome total	0.5	<0.050	0.08	<0.0080
Plomb	0.5	<0.050	0.08	<0.0080
Cuivre	0.5	<0.050	0.08	<0.0080
Nickel	0.5	<0.050	0.08	<0.0080
Zinc	2	0.12	0.32	0.019
Mercure	0.05	<0.00020	0.008	<0.000032
Cadmium	0.2	<0.0080	0.032	<0.0013

Manganèse	1	<0.050	0.16	<0.0080
Etain	2	<0.050	0.32	<0.0080
Fer + aluminium	5	0.105	0.8	0.031
Hydrocarbures totaux	10	0.109	1.6	0.017
Chloroforme	1	<0.0010	0.16	<0.00016
Composés organiques halogénés	1	0.12	0.16	0.019

Pas d'écart constaté sur les analyses réalisées le 23 et 24 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électriques – mise à la terre

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

Constats :

L'exploitant réalise au minimum une fois par an par un organisme compétent les vérifications de installations électriques.

La dernière visite ainsi que le dernier rapport est à la date du 26 février 2025

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électriques – mise à la terre
--

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur

Constats :

Le jour de l'inspection, le rapport Bureau Veritas comporte 11 non conformités dont 4 nouvelles.
--

L'attestation Q18 de 2024 conclut en date du 26 février 2024 que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
--

L'attestation Q18 de 2025 conclut en date du 26 février 2025 <u>que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</u>

Constat: les installations électriques ne sont pas conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Le jour de l'inspection, les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie n'étaient pas à jour . L'exploitant s'était engagé à le transmettre sous une semaine; l'inspection n'a pas reçu de document. Constat: L'exploitant ne tient pas à jour un plan permettant de d'identifier les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours